

PLUS

BOLIVIE
LES FORÇATS
DE LA MINE
PAGE 5



GAZA APRÈS LES COLONS

Des femmes voilées dans un manège qui tourne sur les terres abandonnées par les colons juifs. Des chômeurs qui fouillent encore les décombres. Des files d'attente qui s'allongent devant les boulangeries. Et des milices armées jusqu'aux dents. Voici Gaza, sept mois après le retrait israélien.

Un reportage d'Agnès Gruda et Martin Tremblay en pages 2 et 3



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Dans les décombres des maisons de l'ancienne colonie de Netzarim, des Palestiniens récupèrent des barres de fer pour les revendre et faire quelques dollars.

GAZA APRÈS LES COLONS



AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE
GAZA

Le manège accélère et les hidjabs des filles volent au vent. Elles portent des foulards bleus, blancs ou noirs, parfois ornés de paillettes, et elles poussent de petits cris quand les soupentes dans lesquelles elles sont assises tanguent en piquant vers le sol.

Elles s'appellent Jamila ou Samira et elles ne sont plus des enfants. Mais à 20 ans, ces étudiantes d'une école professionnelle de Gaza n'avaient encore jamais eu l'occasion de monter dans un simple carrousel.

Avec sa dizaine de manèges, la foire de Joyland leur permet de s'amuser comme des fillettes. « Pour elles, c'est une grande bouffée de liberté », dit leur professeuse, Nesrine Rachid.

Liberté, parce qu'elles peuvent fendre l'air accrochées à leur siège. Mais aussi parce qu'elles peuvent marcher sans crainte sur un terrain qui, d'aussi loin qu'elles se rappellent, leur a toujours été interdit.

Il y a six mois à peine, des chars d'assaut israéliens étaient stationnés à l'endroit précis où Joyland a dressé ses manèges. Le chemin qui mène vers la mer donnait alors accès à l'implantation juive de Netzarim. Il était interdit aux Palestiniens.

Pour protéger les colons, l'armée israélienne avait dressé un point de contrôle sur la route qui suit la Méditerranée. D'autres points de contrôle protégeaient d'autres implantations. La bande de Gaza était coupée en trois zones, délimitées par les colonies.

Fin août, Israël a évacué les 8000

colons juifs qui vivaient enclavés en territoire palestinien. Plus de routes interdites ni de barrières intérieures. Aujourd'hui, les habitants de Gaza peuvent accéder à une quarantaine de kilomètres de plages, dont une grande partie leur étaient interdites. En longeant la côte, on voit les enfants s'ébattre dans l'eau et des familles profiter des premières journées chaudes de mars.

Mais en après-midi, quand le soleil descend vers la mer, sa lumière orangée éclaire une autre facette de cette nouvelle liberté. Les maisons des colons avaient été rasées par les bulldozers au moment de

Quand la pression est trop forte, on ouvre la frontière pour quelques heures. Puis on la referme.

l'évacuation. Six mois plus tard, des hommes en vêtements élimés fouillent encore les décombres, à la recherche du moindre objet de valeur. Même les tuyaux d'éégout ont été arrachés.

Mercredi dernier, Fawzi Azzam a passé trois heures à extirper des barres de fer de quelques blocs de béton écrasés par les bulldozers. « C'est un travail pénible, mais je n'ai pas le choix », dit cet ouvrier qui a longtemps gagné sa vie en Israël. Depuis trois mois, avec les bouclages territoriaux, il n'a plus de travail.

Alors il vient ici, sur ce que les gens de Gaza appellent « les terres libérées », pour empiler des barres de fer sur sa charrette. Sa récolte lui apportera une quinzaine de shekels, pense-t-il. Un peu moins de 4 \$.

Depuis le départ des colons, on respire un peu mieux à Gaza. « Les étudiants peuvent maintenant arriver à l'heure à mes cours, ils ne sont plus bloqués dans les

points de contrôle », se félicite Ziad Medoukh, professeur de français dans une des quatre universités de la bande de Gaza.

Mais en laissant Gaza aux Palestiniens, l'armée israélienne a aussi resserré l'étau autour de cette lande de territoire encerclée par des murs et des barbelés. Les premiers à en souffrir sont les agriculteurs qui ont repris les serres des colons dans l'espoir d'exporter tomates, poivrons ou mangues.

Check point Karni

En mars 2004, deux kamikazes palestiniens s'étaient cachés dans un camion pour traverser le *check point* Karni, unique lieu de transit des marchandises de la bande de Gaza vers Israël. Ils se sont fait exploser tout près, dans la ville portuaire d'Ashdod, faisant 10 morts et des dizaines de blessés.

Depuis, Karni est devenu un poste-frontière à sécurité maximale. Un bon kilomètre sépare la partie israélienne de la section contrôlée par les Palestiniens. Les marchandises sont placées sur des convoyeurs de plastique installés sur le toit d'un entrepôt, avant d'être déversées dans les bennes des camions palestiniens.

Tout est mécanisé. « Nous n'avons plus un seul contact visuel avec les Israéliens », dit Abou Bassam, garde de sécurité palestinien à Karni.

Depuis la victoire du Hamas aux législatives palestiniennes du 25 janvier, Israël a entrepris de creuser un nouveau fossé pour rendre la zone tampon encore plus impénétrable. Mais il existe une manière plus radicale encore pour assurer la sécurité d'Israël : fermer carrément le passage.

C'est ce qu'Israël fait depuis plus de deux mois, en invoquant des raisons de sécurité. Quand la pression est trop forte, on ouvre la frontière pour quelques heures. Puis on la referme.

Mardi, une trentaine de camions attendaient à Karni depuis l'aube. La rumeur voulait que le passage ouvre vers 13 h. Rami et Ayman Rajaj, deux frères chargés de recevoir une cargaison de farine, avaient pris leur place dès 6 h du matin. « On attend et on espère », disaient-ils en début d'après-midi.

« Autrefois, ça fermait pour une journée ou deux. Maintenant, ça fait plus de deux mois. Parfois, ça ouvre pour deux ou trois heures, mais ce n'est pas une ouverture, c'est de la propagande », se plaignait Rami Rajaj.

Ce jour-là, les boulangeries fermaient les unes après les autres, à court de farine. Un peu partout, on rationnait le pain : pas plus d'un sac de 50 pains pitas par personne. D'autres aliments se faisaient rares : le yogourt, le lait en poudre, l'huile.

Même l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, a eu toutes les peines du monde à faire passer son camion de 8000 tonnes de farine et a dû interrompre temporairement sa distribution alimentaire.

« Au cours de toute l'année dernière, Karni a été fermé pendant 18 % de ses heures normales. Depuis le début de 2006, c'est 60 %. C'est une situation sans précé-

« À quoi sert le retrait israélien si nous ne sommes pas en mesure de développer notre économie ? »

dent. Il faudrait que le passage soit ouvert pendant plusieurs semaines sans interruption pour permettre de refaire les réserves et empêcher la pénurie au prochain bouclage », a averti John Ging, directeur des opérations de l'UNRWA à Gaza.

Les habitants de Gaza sont habitués aux interruptions temporaires et stockent les matières de première nécessité importées d'Israël — c'est-à-dire à peu près tout. Mais cette fois, plusieurs se sont fait prendre au dépourvu. « Je n'avais pas prévu que la crise serait aussi aiguë », dit Jafar Filifil, un père de deux petits enfants, qui a vu ses réserves de pain et de yogourt fondre à vue d'oeil.

Israël souhaite fermer complètement Karni et remplacer ce lieu de transit par un autre passage, Kerem Shalom, près de la frontière égyptienne — un « poste-frontière » exploité en solo par les Israéliens. Les Palestiniens rechignent. De toute façon, selon John Ging, Kerem Shalom est trop exigu et peu pratique.

Import, export

La frontière est encore plus étanche pour ceux qui souhaitent exporter des marchandises. Devant l'une des plus importantes serres de Netzarim, les tomates cerises éclatent dans leurs paniers. Le gérant des lieux, Abdul Fatah Alleila, se désole : « Elles sont prêtes pour l'exportation depuis une semaine. Si je ne peux pas les transporter, je devrai les détruire. »

Depuis la mi-février, la Compagnie de développement économique de la Palestine, qui exploite les anciennes serres des colons, perd près d'un demi-million de dollars par jour à cause du bouclage, selon un rapport de USAID.

Avec le blocus de Karni, qui n'a ouvert que de manière sporadique depuis trois mois, les pêcheurs de Gaza perdent eux aussi leurs prises. Pourquoi ne pas les vendre sur le marché local ? « Les gens de Gaza n'ont pas les moyens de payer 120 shekels (30 \$) le kilo de bar noir », dit Daoud Baqer, pêcheur de poisson et de crevettes.

Bienvenue à Erez

Il y a 10 ans, Erez était un point de passage grouillant de vie, où des marchands de bananes et de pistaches vantaient leur marchandise dans le bruit des klaxons des taxis.

D'attentat en attentat, les mesures de sécurité ont été resserrées. Le passage entre Gaza et Israël a été élargi d'une sorte de no man's land d'environ 800 mètres qui, il y a encore trois ans, séparait Palestiniens et étrangers.

Les premiers traversaient le passage dans un couloir bordé d'une clôture de métal. Les seconds marchaient sur une surface asphaltée large comme une autoroute. C'est l'image que j'avais gardée de mon dernier passage, il y a trois ans : celle d'une autoroute de béton longée par une sorte d'enclos réservé aux « autochtones ».

Cette séparation n'existe plus, sans doute parce que les Pales-

teniens qui peuvent circuler entre Israël et Gaza ne sont pas assez nombreux. Tous doivent marcher dans un seul et même couloir, où l'on a aménagé plusieurs grilles métalliques. Par-

De station en station, on ne voit jamais personne. Une voix sans visage nous ordonne de placer notre sac, ou de le reprendre, ou encore de vider nos poches.

fois, on doit attendre plusieurs minutes avant que la grille ne s'écarte.

Au retour de Gaza, après avoir traversé deux détecteurs de métal, on pénètre dans un cy-

lindre transparent ; des traces au sol nous indiquent où placer les pieds. « Mains en l'air », ordonne une voix venue d'on ne sait où. Pardon ? Le temps de comprendre, la porte se referme sur nous et un lecteur ultramoderne — un scanner ? — fait en grinçant le tour de notre corps à la recherche d'objets suspects.

De station en station, on ne voit jamais personne. Une voix sans visage nous ordonne de placer notre sac, ou de le reprendre, ou encore de vider nos poches.

Et ce n'est pas fini : un véritable terminal qui, de l'extérieur, a des allures d'aérogare, est en construction à la sortie de Gaza. L'affiche qui, à notre arrivée, nous souhaite « Bienvenue à Erez » sonne presque comme une mauvaise blague.



Un petit coin de plage où les Palestiniens peuvent profiter de la Méditerranée.

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE©

La vie des pêcheurs s'est pourtant améliorée depuis le départ des colons : ils peuvent maintenant longer toute la côte de Gaza et aller plus loin en mer. « À quoi ça sert si on ne parvient pas à vendre le poisson ? » se demande Daoud.

« À quoi sert le retrait israélien si nous ne sommes pas en mesure de développer notre économie ? » renchérit Ziad Medoukh.

Les bouclages ont aussi aggravé la situation des travailleurs palestiniens qui gagnent leur vie en Israël. Dans les années 90, il pouvait y en avoir jusqu'à 100 000. Aujourd'hui, de 4000 à 5000 Palestiniens

noirs, jaunes ou verts, qui représentent les différentes factions politiques. Fatah, Hamas, Djihad islamique. Tous ces mouvements disposent d'un « bras armé », quand ce n'est pas plusieurs. Et chacune des anciennes implantations juives est aujourd'hui contrôlée par une de ces factions.

À notre arrivée à Erez, nous avons été accueillis par des tirs de fusils. C'étaient les brigades Al Aqsa, visage camouflé par un masque noir, qui tentaient d'empêcher le passage du chef de la police palestinienne.

Maintenant qu'elles ne peuvent plus tirer sur les chars israéliens, devenus hors de portée, les milices palestiniennes pourraient-elles tourner les armes contre leurs compatriotes ?

« Il y a une crise profonde en Palestine, surtout à Gaza, dit l'analyste palestinien Riad Malki, du Centre de recherche Panorama. Mais je ne crois pas à la possibilité d'une guerre civile. » Selon lui, les territoires occupés ne présentent pas le genre de tensions ethniques ou religieuses qui alimentent les guerres civiles.

Pour M. Malki, la présence des groupes armés est plutôt le fruit de l'affaiblissement du gouvernement palestinien. Et, selon lui, le Hamas redonnerait probablement plus de force à ce gouvernement.

Il ne désarmerait pas les groupes qui se concentrent sur la lutte contre Israël, mais s'attaquerait en priorité à ceux qui s'en prennent aux institutions officielles palestiniennes ou qui kidnappent des étrangers. « Le Hamas veut faire régner la loi et l'ordre, mettre fin à l'anarchie », dit Riad Malki.

De plus, selon M. Malki, le Hamas a intérêt à soigner son image internationale et demandera donc à ses propres milices de se tenir tranquilles, du moins pour le moment. Les troupes du Hamas sont disciplinées. Il y a déjà un an qu'elles pratiquent la trêve.

Mais le Hamas sera-t-il en mesure



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE©

Après le triomphe électoral du Hamas, les puissances occidentales, comme le Canada, ont menacé de cesser l'aide au développement. Des projets de formation technique et professionnelle pour les femmes palestiniennes pourraient en subir les conséquences.

« Le monde nous a demandé de voter démocratiquement, nous l'avons fait. Comment peut-on nous punir pour cela ? »

seulement sont autorisés à quitter Gaza pour gagner leur pain. L'élection du Hamas n'a fait qu'exacerber les restrictions. Résultat : plus de huit habitants de Gaza sur 10 vivent sous le seuil de la pauvreté. Et la situation se dégrade.

Une guerre civile ?

Depuis le triomphe électoral du Hamas, parti radical qui a organisé la majorité des attentats suicide contre l'État hébreu, l'Autorité palestinienne est étranglée financièrement de taxes et douanes perçues pour le compte des Palestiniens. L'aide étrangère est remise en question.

À Gaza, l'impact de ces mesures est visible dans la rue. Sans salaire depuis deux mois, les employés municipaux de Gaza font la grève. Les poubelles débordent dans la rue. Ici et là, on brûle les déchets.

Dans la ville de Gaza, les toits des maisons sont piqués de drapeaux

LA BANDE DE GAZA C'EST :

- > Un territoire de 360 km² situé entre Israël et la Méditerranée.
 - > Quarante kilomètres de côtes, s'étirant de l'Égypte jusqu'à Israël.
 - > Une population de 1,3 million de personnes sur l'un des territoires les plus densément peuplés de la planète.
- ***
- > Soixante-dix pour cent des habitants de Gaza sont des réfugiés.
 - > Quatre-vingt-un pour cent des habitants vivent sous le seuil de la pauvreté.
 - > Quarante-huit pour cent ont moins de 15 ans.
 - > Le PNB par habitant est de 600 \$US par an.
 - > Le taux de fertilité est de 5,6 enfants par femme.

Le pied de nez de Castro

À Cuba, l'École latino-américaine de médecine (ELAM) accueille des dizaines de jeunes Américains, pour la plupart noirs et latinos, qui n'auraient jamais pu se payer des telles études aux États-Unis. Une façon pour la petite île des Antilles d'humilier l'Oncle Sam, qui paraît incapable de soutenir ses étudiants les plus pauvres.



ISABELLE HACHEY

LA HAVANE — À Chicago, Manena Ramos a toujours eu du pain sur sa table. Mais ses parents, modestes immigrants philippins, n'ont jamais pu se payer de voiture dernier cri. En fait, ils n'ont jamais pu se payer de voiture tout court. Alors, pour devenir médecin sans s'endetter jusqu'au cou, la jeune femme s'est inscrite à l'École latino-américaine de médecine (ELAM) de La Havane, une école totalement gratuite et exclusivement réservée aux étrangers. Même à ceux qui sortent tout droit du ventre du dragon impérialiste. Manena Ramos, 22 ans, fait partie des quelque 80 Américains

dont les six années d'études en médecine sont entièrement subventionnées par Cuba. En leur ouvrant la porte, la petite île des Antilles a fait un énorme pied de nez à son ennemi juré, les États-Unis, qui passe pour une superpuissance incapable de soutenir ses étudiants les plus pauvres.

L'ironie n'a évidemment pas échappé à Fidel Castro, qui traîne régulièrement les étudiants américains aux fastidieux « shows de chaises » de la télé d'État.

M^{me} Ramos, elle, évite de se mêler de politique. Elle veut seulement réaliser un rêve hors d'atteinte aux États-Unis. « Je suis ici pour devenir médecin, dit-elle. Je n'avais pas assez d'argent pour faire des études en médecine dans mon pays. J'aurais pu contracter des prêts étudiants, mais je ne voulais pas me retrouver avec 300 000 \$ de dettes, parce que cela aurait trop hypothéqué mon avenir. »

Le programme, enseigné dans une ancienne base navale en périphérie de La Havane, s'adresse surtout aux Noirs et aux Hispaniques, qui frappent trop souvent un mur lorsqu'ils tentent d'entrer dans la profession. Selon le *New England Journal of Medicine*, ces minorités forment, avec les autochtones, le quart de la population américaine, mais ne comptent que pour 6,1 % des médecins du pays.

« Les étudiants de l'ELAM ne sont pas politisés, ils sont là parce qu'ils n'ont pas d'argent pour étudier dans leur pays », dit, Robert Huish, étudiant à l'Université Simon Fraser de Vancouver, qui rédige une thèse sur le programme. « À Cuba, tout est gratuit : les

après le passage de l'ouragan *Mitch*, qui a dévasté l'Amérique centrale en 1998. « Beaucoup de médecins cubains étaient allés prêter main-forte, mais ce n'était pas suffisant, explique Juan Carrizo Estevez, le recteur de l'école. Fidel Castro a alors décidé de faire venir des étudiants provenant des zones affectées par l'ouragan. L'objectif était d'accueillir des jeunes issus des couches les plus défavorisées et des régions les plus reculées d'Amérique latine. » Désormais, l'île accueille aussi des étudiants d'Afrique et des États-Unis — mais aucun du Canada.

En août dernier, Fidel Castro a procédé à la remise de diplômes de la première cohorte de méde-

projet et former, d'ici 10 ans, 100 000 médecins étrangers dans l'île.

Pour être acceptés à l'ELAM, les candidats doivent prouver qu'ils n'ont pas les moyens de poursuivre des études de médecine dans leur pays. Selon M. Carrizo, ils doivent aussi prendre « l'engagement moral » de retourner chez eux après leurs études pour y travailler auprès des populations pauvres.

Pour l'étudiant vénézuélien Alberto Rodriguez, 20 ans, cet engagement est primordial. Le jeune homme a connu la disette chaque fois que son père, ouvrier, ne trouvait pas de travail. « Comme la plupart des Vénézuéliens, je viens d'un quartier pauvre et je sais trop bien de quoi je parle, dit-il. Je ne veux pas que des gens continuent de souffrir comme ma famille a souffert. »

Manena Ramos, qui a bénéficié d'une exemption pour étudier à Cuba malgré l'embargo qui interdit aux

Américains de visiter l'île, espère quant à elle devenir coopérante, en Afrique ou ailleurs. « Partout dans le monde, les gens ont besoin d'un docteur, dit-elle. La médecine est un outil pour construire des ponts entre les pays. »

« À Cuba, tout est gratuit : les cours, les manuels, les repas et le logement en résidence. Les étudiants reçoivent même 100 pesos (5 \$) d'argent de poche par mois ! »

cours, les manuels, les repas et le logement en résidence. Les étudiants reçoivent même 100 pesos (5 \$) d'argent de poche par mois ! »

Un engagement moral

L'ELAM a été fondée un an

cins de l'ELAM. Pas moins de 1610 étudiants venus de 28 pays ont reçu leur diplôme (ils devront maintenant passer des examens d'homologation afin d'acquiescer un droit de pratique dans leur pays). Et le Lider Maximo voit encore plus grand : il compte élargir le



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Manena Ramos, 22 ans, fait partie des quelque 80 Américains dont les six années d'études en médecine sont entièrement subventionnées par Cuba.

Place au tourisme médical

ISABELLE HACHEY

LA HAVANE — Wouter Nienwenhuyse porte un t-shirt du « Che », mais cela a plus à voir avec la mode qu'avec des idéaux socialistes. En fait, si le Néerlandais de 27 ans se trouve à Cuba, c'est qu'il craint de devenir aveugle. Alors que les experts de son pays lui affirment que c'est inévitable, ceux de l'île antillaise lui vendent — pour 10 000 \$US — de l'espoir.

Les symptômes ont commencé à se manifester il y a deux ans. « J'avais une vision en tunnel, de plus en plus étroite », raconte-t-il. Puis, le diagnostic est tombé : le jeune homme souffrait de rétinopathie pigmentaire, une maladie incurable. Sa vue allait se détériorer jusqu'à la cécité complète. Il n'y avait rien à faire.

Depuis 1991, pourtant, l'Institut Camilo-Cienfuegos de Cuba prétend pouvoir stopper la progression de la rétinopathie pigmentaire. En 15 ans, 7800 patients provenant de 86 pays ont fait comme M. Nienwenhuyse. Ils ont eu droit au traitement (très controversé), au service attentionné et aux équipements de pointe de l'Institut, situé au cœur de La Havane. Grâce à eux, le régime s'est enrichi de 78 millions de dollars.

L'Institut Camilo-Cienfuegos n'est qu'un des hôpitaux offrant des soins spécialisés — du traitement du psoriasis à celui de la maladie de Parkinson — aux étrangers. Jamais gênée de pratiquer le capitalisme d'État, l'île communiste s'est lancée dans le lucratif marché du tourisme médical. Cette année, 50 hôpitaux doivent être rénovés pour accueillir des étrangers, qui auront droit aux soins et aux médicaments carément inabordables dans les cliniques publiques du pays. Le surfit de pouvoir se les payer.

Le programme Pétrole contre stéthoscope

ISABELLE HACHEY

LA HAVANE — Quand un pauvre du Venezuela va chez le médecin, il dit : « Je vais voir le Cubain. » C'est que, depuis deux ans, 15 000 médecins cubains ont ouvert des cliniques dans les bidonvilles et les villages les plus reculés du pays, où ils prodiguent des soins gratuits. En contrepartie, Cuba reçoit chaque jour 90 000 barils de pétrole vénézuélien. Une bouffée d'air providentielle pour l'île communiste, asphyxiée par l'embargo américain et lâchée par son ancien mécène soviétique.

Le programme Pétrole contre stéthoscope a été conçu par les deux leaders les plus controversés d'Amérique latine, Hugo Chavez et son mentor, Fidel Castro. Tous

deux y gagnent : l'or noir vénézuélien compte pour le tiers des besoins énergétiques de Cuba, qui s'extirpe peu à peu de la crise provoquée par l'effondrement de l'URSS. Et la cote de popularité de Chavez a grimpé en flèche auprès des millions de pauvres qui ont pu être examinés, souvent pour la première fois de leur vie, par un généraliste.

Les médecins cubains font l'orgueil de Castro, et contribuent depuis longtemps à faire mousser l'image de la révolution dans le monde entier. Bon an, 20 000 médecins sont envoyés en mission dans une soixantaine de pays d'Afrique et d'Amérique latine. Ils étaient en Indonésie après le tsunami de décembre 2004. Ils étaient au Pakistan après le séis-

me d'octobre 2005. Et ils auraient été à La Nouvelle-Orléans après l'ouragan *Katrina* si le président Bush n'avait pas refusé l'aide du Lider Maximo.

Mais ce n'est pas que par pure

Le programme Pétrole contre stéthoscope a été conçu par les deux leaders les plus controversés d'Amérique latine, Hugo Chavez et son mentor, Fidel Castro.

bonté d'âme que Castro envoie des médecins à l'étranger. Il s'agit d'un véritable business pour son régime, qui perçoit une bonne part des salaires versés par les pays hôtes aux médecins en mis-

sion. Ces derniers ne se plaignent pas de cet impôt abusif, car ce qu'ils empochent au bout du compte reste bien plus élevé que les salaires de misère qui leur sont versés à Cuba.

Plus encore qu'un lucratif produit d'exportation, toutefois, les médecins sont pour Castro un outil politique. C'est du moins ce que soutiennent les détracteurs du régime, selon qui les bons méde-

cins cubains ont pris la relève des guérilleros : comme ceux-ci dans les années 60 et 70, les hommes en blouse blanche sont envoyés de par le monde pour porter l'étendard et les idéaux de la révolution cubaine.

Les médecins vénézuéliens, en tout cas, n'apprécient guère l'arrivée massive de confrères cubains sur leur territoire. L'été dernier, ils ont manifesté par centaines à Caracas pour demander l'expulsion de ceux qu'ils estiment être des professionnels incompétents venant prêcher la propagande de Castro dans les bidonvilles du pays. Selon eux, les médecins cubains endoctrinent plus qu'ils ne soignent.



PHOTO JULIE PLASENCIA, AP

Des mineurs émergent de l'obscurité en poussant de lourds chariots. « J'en sors une cinquantaine par jour », dit Edwin, 16 ans, le corps penché derrière un fourgon.

Les forçats de la mine

À Potosi, en Bolivie, la terre a le goût du sang. Des millions d'Indiens sont morts en l'exploitant. Aujourd'hui encore, des mineurs s'y usent la vie comme à l'époque des conquistadors.

MAXIME COUTIÉ
COLLABORATION SPÉCIALE

POTOSI, Bolivie — Un vent glacial souffle ce matin sur l'altiplano bolivien, à plus de 4000 mètres d'altitude. Une mince couche de givre recouvre la ville. Potosi s'éveille.

À la Plaza del Minero, les cholitas, ces femmes indigènes aux jupes multicolores, déploient leurs marchandises. Bottes de caoutchouc, pioches et lampes à gaz. Un attirail tout droit sorti de *Germany*.

De l'autre côté de la rue, des mineurs attendent les micros, ces minibus déglingués qui les mèneront là-haut, vers les entrailles du Cerro Rico, cette « montagne riche » qui s'élève dans le ciel bleu de Potosi.

Vu de loin, le Cerro Rico ressemble à une pyramide égyptienne. Un immense cône, couleur ocre, qui écrase la ville de sa présence. Comme les tombeaux de l'Antiquité, il est perforé de galeries. C'est là, dans ces couloirs opaques, que furent enfermés jadis des milliers d'esclaves morts à l'ouvrage.

Potosi, c'est l'histoire de la « machine à broyer les Indiens », si bien racontée par l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano dans *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*. L'auteur retrace l'effroyable tragédie de l'exploitation du Cerro Rico, entreprise dès 1545 par les Espagnols.

À l'époque, le Cerro Rico regorgeait d'argent. Potosi inondait l'Europe de son métal précieux. Elle devint même au XVII^e siècle l'une des plus grandes villes au monde, devant Londres et Paris.

La richesse de l'El Dorado des Andes fut telle que la légende prétend qu'avec tout le minerai sorti de Potosi, on aurait pu y construire un pont en argent jusqu'en Espagne !

Le filon épuisé, on se tourna plus tard vers l'étain, qui fit la richesse d'une poignée d'industriels. Il en fut ainsi jusqu'en 1952, date à laquelle le gouvernement bolivien prit possession de ce formidable gisement.

C'était trop peu, trop tard. Asphyxié par l'effondrement des cours de l'étain, l'État ordonna la fermeture de la mine au début des

années 80. Troué de partout, le Cerro Rico n'avait plus rien à offrir.

Les entrailles de la misère

Aujourd'hui encore, des milliers de mineurs regroupés au sein de coopératives continuent de gratter les restes. Les conditions d'exploitation du zinc demeurent archaïques. Ici, tout se fait au pic et au marteau, comme cinq siècles plus tôt, au temps des conquistadors.

À l'entrée d'une galerie, une dizaine de mineurs, assis à même la roche, mastiquent lentement de petites feuilles de coca. En Bolivie, « la plante magique » se consomme depuis la nuit des temps. « La coca nous permet de combattre la faim et la fatigue », explique Juan, la joue remplie d'une grosse

Angel, 35 ans, dont plus de la moitié passés sous terre.

Si l'enfer existe, il ressemble au Cerro Rico. Dans ces ténèbres où la chaleur monte parfois jusqu'à 45 C, des mineurs transportent à dos d'homme le minerai sorti de terre. L'air est saturé de poussières toxiques. Le simple fait de respirer est un exercice pénible.

Dans les galeries les plus étroites, des enfants d'à peine 14 ans se fatiguent à pelleter de gros cailloux. D'autres, plus costauds, émergent de l'obscurité en poussant de lourds chariots. « J'en sors une cinquantaine par jour », dit fièrement Edwin, 16 ans, le corps penché derrière un fourgon.

En tout, le labyrinthe du Cerro Rico compte une trentaine de niveaux. Il faut souvent ramper

de pierres ». Puis il y a les autres, plus nombreux, dont Wilbert énumère les noms en comptant sur ses doigts. « Ceux-là sont morts du mal des mines : la silicose. Le dernier que j'ai connu avait 26 ans. Ses poumons étaient foutus. Il était tout noir, crachait du sang et toussait tout le temps. »

Au cimetière de la ville, les pierres tombales rappellent qu'à Potosi, il est normal de mourir à 40 ans. « Silence, indique un écriteau. Ceux qui dorment ici ont enfin droit au repos. »

Malgré tout, Potosi continue de faire le plein de travailleurs. Dans cette région frappée par l'extrême pauvreté, il est difficile d'échapper à la « montagne d'argent ». Les plus jeunes gagnent 5 \$ par jour. Les plus vieux en retirent 25 \$.

« Ici, on est mineur de père en fils, dit Wilbert, aujourd'hui reconverti en guide touristique. Quand j'étais petit, je rêvais de faire comme mon papa. Je mettais son casque et ses bottes,

puis je jouais au mineur, comme d'autres jouent au soldat. Parce qu'ici, travailler sous terre, c'est être un homme. »

Ainsi en est-il du triste sort de cette ancienne cité impériale. Un jour peut-être, comme l'a écrit Eduardo Galeano, « le monde entier devra demander pardon à Potosi ».

En tout, le labyrinthe du Cerro Rico compte une trentaine de niveaux. Il faut souvent ramper pour passer de l'un à l'autre.

chique verte malodorante. « Elle nous permet aussi de travailler sans trop souffrir de l'altitude. »

La pause coca est un rituel sacré avant de pénétrer dans les longs boyaux du Cerro Rico. Les mineurs parlent peu. L'ambiance est au recueillement. « Quand tu entres dans la mine, tu ne sais jamais si tu vas en sortir », résume

pour passer de l'un à l'autre. L'expérience est franchement traumatisante.

Dans les mines de Potosi, le danger est partout. Wilbert en sait quelque chose. Son père, un solide travailleur, est mort dans un éboulement, alors qu'il avait 5 ans. Ce fut ensuite au tour de son meilleur ami, « écrasé sous un tas

Le gardien de la mine

Avec ses cornes de diable, sa bouche édentée et son immense pénis sculpté dans la glaise, « el Tio » (l'Oncle) règne sans partage sur les profondeurs du Cerro Rico. Sa statue est partout. Chaque galerie possède la sienne.

« C'est lui le patron, résume Angel, et son mineur d'expérience. Il faut le respecter, sans quoi, on ne trouvera jamais de bonnes veines de minerai. »

Pour s'attirer les faveurs du Tio, les mineurs le gavent de coca, l'arrosent de whisky bolivien (de l'alcool pur à 90 %), puis le font fumer comme un pompier. Les plus fortunés vont même jusqu'à racheter les foetus avortés des nombreuses prostituées de Potosi.

« Ça porte chance », assure Angel. À l'origine, « el Tio » est une invention des Espagnols. Les conquistadors voulaient accroître le rendement au travail de leurs esclaves. Ils leur ont créé un dieu, capable de punir les moins productifs. « Des millions d'Indiens sont morts à l'ouvrage de peur d'être punis », se désole Edwin.



PHOTO MAXIME COUTIÉ, COLLABORATION SPÉCIALE

Les mains nues, avec pour seul outil, un marteau, Antonia fouille le minerai laissé de côté par les mineurs.

Les veuves de la misère

POTOSI, Bolivie — À genoux dans sa crevasse, Antonia casse des cailloux. Du matin jusqu'au soir, depuis 40 ans, cette veuve de mineur s'astreint à la même besogne. Trier les restes du Cerro Rico dans l'espoir d'en retirer quelques pesos.

Les mains nues, avec pour seul outil un marteau, Antonia fouille le minerai laissé de côté par les mineurs. D'un oeil expert, elle examine chaque caillou à la recherche de traces d'étain. Le travail est long. Il lui faut six mois pour remplir son énorme chariot. « Les bonnes semaines, j'arrive à gagner jusqu'à 10 \$. »

Antonia est une « palliri », une trieuse comme on dit en quechua, l'une des langues indigènes de la Bolivie. Le dos voûté sous ses vêtements en lambeaux, elle travaille 10 heures par jour exposée aux quatre vents. L'air est sec, le froid glacial. Et le soleil brûle, à plus de 4000 mètres d'altitude.

LA BOLIVIE

Population : 9 millions d'habitants
PIB par habitant : 890 \$US
Espérance de vie : 64 ans
Indice de fécondité : 4,4 enfants par femme
Indicateur du développement humain : 114^e sur 177 pays.

Son histoire ressemble à toutes les autres. « Mon mari est mort du « mal de la mine ». Je me suis retrouvée seule avec quatre enfants. Je n'avais pas le choix de travailler. »

À 2 \$ par jour, Antonia n'a pas de quoi s'offrir la retraite. Elle finira comme elle a vécu. Pauvre et misérable. Sa seule chance sera d'être la dernière d'une longue lignée de mineurs. « Mes enfants ont échappé à la mine. Ils sont partis d'ici. Et c'est tant mieux pour eux. »

DES OH! ET DES BAH!

La chronique ironique qui voit et entend tout... à sa façon

DES CHIFFRES QUI PARLENT

33 Pourcentage de Français qui reconnaissent être racistes, à un degré ou à un autre, selon un sondage mené par une organisation de défense des droits de la personne. Belle franchise, mais ça fait mal au cœur.

48 Pourcentage de Britanniques qui «admettent», selon un autre sondage, ne pas avoir porté de sous-vêtements en sortant le soir. Pourquoi «admettent»? C'est criminel?

30 000 Somme, en dollars, découverte dans les murs d'une résidence de la Nouvelle-Orléans dévastée par l'ouragan *Katrina*. Il semble que l'argent ait été caché là par un vieil homme traumatisé par la Grande Dépression. Prudent, le monsieur.

ICI ET AILLEURS

ZIMBABWE

Sirènes antivol

Grand scandale au pays du (très) sympathique Robert Mugabe. Pendant que le président s'adonne sans être importuné à ses rapines étatiques, l'attention des médias s'est tournée vers une guérisseuse traditionnelle débordante d'imagination qui a réussi à extorquer 30 000\$ à une femme d'affaires. Elle a convaincu sa victime qu'une brigade de sirènes pouvait l'aider à retrouver sa voiture de luxe. Mais si on invite des sirènes, il faut évidemment les loger, d'où l'argent demandé pour des chambres d'hôtel. La guérisseuse a aussi obtenu des sous pour acheter des téléphones cellulaires, question, évidemment, d'appeler les sirènes. Disons qu'on s'inquiète un peu de la santé mentale de la femme d'affaires qui a pu gober ces inepties. Une sirène... d'alarme serait peut-être plus utile.

ÉTATS-UNIS

L'amour du gazon

Charles Martin ne badine pas avec le gazon, et son jeune voisin ne l'oubliera pas de sitôt. En fait, il n'oubliera plus rien. Le résidant de Union Township, non loin de Cincinnati, en Ohio, a pris à partie Larry Murgage parce qu'il s'entêtait, selon lui, à fouler sa pelouse. Des voisins ont raconté que les deux hommes s'étaient disputés dans l'après-midi de dimanche à ce sujet. Lorsque l'adolescent est revenu chez lui après être sorti pour prendre un jeu vidéo, M. Martin a tiré à deux reprises avec sa carabine et l'a tué. «Cela fait cinq ans que lui et ses parents me harcèlent. Aujourd'hui, j'ai explosé», a-t-il déclaré à la police, après avoir signalé lui-même le crime. On espère qu'il pourra apporter quelques brins d'herbe avec lui en cellule...

ILS, ELLES ONT DIT...

Conciliant

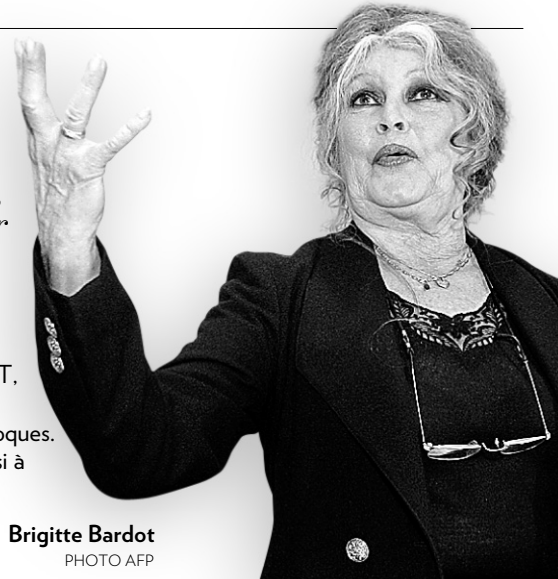
« Renier l'islam, c'est insulter Dieu. Nous ne permettrons pas que Dieu soit humilié. Cet homme doit mourir. »

— Un imam afghan, ABDUL RAOULF, qui réclame la mise à mort d'un compatriote converti au christianisme. L'imam, un modéré, a été emprisonné trois fois en raison de son opposition à l'ancien régime des talibans.

Convaincue... mais pas convaincante

« Avant ma mort, je veux voir cesser ce massacre... J'aurais voulu que ma vie serve au moins à ça. »

— BRIGITTE BARDOT, suppliant le Canada de cesser la chasse aux phoques. Elle aura au moins réussi à nous pomper l'air.



Brigitte Bardot
PHOTO AFP

Insensible

« De toute façon, nous leur donnons déjà trop à manger pour faire plaisir aux visiteurs. »

— Un gardien du zoo de Jérusalem, qui a cessé de nourrir les crocodiles avec des poulets pour les protéger contre la grippe aviaire.

EN HAUSSE... EN BAISSÉ

» LE SIROP D'ÉRABLE



Une jeune femme d'origine japonaise vient de remporter le championnat de France 2006 du dessert (si, si, c'est un vrai concours) en présentant un «croustifondant aux agrumes et sirop d'érable». Peut-être que ça va aider nos producteurs nationaux à écouler les tonnes de sirop qui dorment à l'entrepôt...

» MICHAEL CRICHTON



L'auteur à succès, qui a suscité la polémique en publiant un roman qui met en doute le réchauffement planétaire, vient de recevoir un prix de journalisme de l'Association américaine des géologues du pétrole. De journalisme? Hum, ça sent le conflit d'intérêts.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©



PHOTO AFP

Envoyez-nous vos commentaires et suggestions à ohetbah@lapresse.ca
Avec la collaboration de Marc Thibodeau, Charles Côté, AFP, AP et BBC

LES PHOTOS DE LA SEMAINE

Le jeu du chat et de la souris place d'Octobre, à Minsk. Le chat, c'est le président biélorusse Alexandre Loukachenko, réélu dans la controverse. Les souris, les milliers de manifestants que le leader autoritaire a fait expulser de la place vendredi parce qu'ils contestaient sa mainmise sur le pouvoir et qualifiaient les dernières élections d'antidémocratiques. La physionomie du cœur de la capitale change donc du tout au tout entre deux descentes des forces de l'ordre.



PHOTOS AFP

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Suzanne, la muse

Hier, on étalait leur vie sur toutes les tribunes. Aujourd'hui, ils ont disparu de l'écran radar. On les a rattrapés. Bienvenue au club des retrouvés.

MARIE-ANDRÉE AMIOT
mamiot@lapresse.ca

Quand Leonard Cohen a composé sa célèbre pièce *Suzanne*, il était loin d'imaginer que 40 ans plus tard, on la chanterait toujours.

Le poème mythique aux notes mélancoliques et aux paroles insondables trouve de nouveaux adeptes à chaque génération. Suzanne, l'héroïne, celle qui donne du thé et des oranges venues de Chine, n'est pas qu'invention de Cohen, elle existe vraiment. Même qu'elle était sa muse.

La Montréalaise Suzanne Verdal McCallister était mariée au sculpteur Armand Vaillancourt au début des années 60. Le couple côtoyait les artistes de l'époque, dont l'auteur Claude Péloquin et l'ami de Vaillancourt, Leonard Cohen. «C'était une femme séduisante qui enjôlait les hommes», raconte une connaissance qui folâtrait dans les mêmes cercles.

Suzanne venait de terminer ses études secondaires et se destinait à la danse.

Dans une entrevue accordée à la CBC il y a quelques années, Cohen avoue être tombé sous le charme de cette femme sibylline, imprégnée par son art. «Elle était très belle et très mystérieuse. Un esprit insolite.»

Après avoir quitté Vaillancourt, Suzanne a déménagé avec leur fille Julie dans un appartement du Vieux-Montréal, au bord du fleuve. «C'est là qu'elle m'a invité... près du fleuve, poursuit Cohen. Elle m'a offert du thé et des oranges. Des mandarines, qui venaient du quartier chinois. Comme dans la chanson.» Cohen avoue n'avoir jamais voulu briser le charme de leur relation. «Je ne voulais pas compromettre ce que nous avions par une relation charnelle.»

Le reste fait partie de l'histoire. Judy Collins a chanté *Suzanne* et la planète l'a adoptée. La vie de Cohen a pris un tournant vers la gloire. Celle de Suzanne s'est doucement enfouie.

Elle vit maintenant à Venice, en Californie, où elle côtoie la faune bohémienne qui vibre encore aux sons des années 60. Suzanne elle-même est restée agrippée à cette vie post-hippie. Elle a, dit-on, près de 65 ans.

Sa vie n'a rien de poétique. Elle n'a plus de domicile fixe depuis quatre ans et vit seule dans une petite maison sans eau montée sur une camionnette. Ses trois enfants, de pères différents, l'ont traînée en cour et elle ne les voit plus. Elle a fait une vilaine chute en 2002 et s'est fracturé le dos. Elle ne danse plus et vitote.

«Elle a des problèmes psychologiques reliés à l'enfance qu'elle n'a jamais résolus», confie Armand Vaillancourt.

Mais elle n'a rien perdu de son charme. Elle continue de séduire hommes et femmes qui la rencontrent. Dans un documentaire récent, ses amis de Venice n'en disaient que du bien.

La chanson *Suzanne* a été traduite en plusieurs langues. Pauline Julien l'a reprise en français et Frida, du groupe Abba, l'a chantée en suédois. Il y a même une version polonaise. Dans chacune, Suzanne vous emmène près du fleuve et vous offre du thé et des oranges de la lointaine Chine...

Que sont-ils devenus? Écrivez-vous et nous tenterons de les retracer. mamiot@lapresse.ca



Suzanne Verdal McCallister

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE ©